

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

9 mars 2011

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Aide en faveur des populations touchées par les violences en Libye .....	4
Genève-Confédération .....	5
Dépôts de déchets radioactifs : des garanties techniques insuffisantes .....	5
Genève .....	6
Déjeuner en l'honneur de M. Roger de Weck, nouveau directeur de la SRG SSR.....	6
Félicitations adressées à M. John Dupraz pour l'obtention du Prix Agro-Star Suisse 2011 .....	6
La surveillance cantonale de la prévoyance professionnelle devient autonome.....	7
Annulation d'un référendum municipal à Vandœuvres.....	7
Nominations.....	8
Agenda des invitations à la presse .....	10

# Genève internationale

---

## **Aide en faveur des populations touchées par les violences en Libye**

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 250'000 francs au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en faveur des personnes touchées par les troubles en Afrique du Nord.

En raison des violences actuellement perpétrées en Libye, de nombreux ressortissants des pays voisins fuient et tentent de passer les frontières tunisienne et égyptienne sans la moindre ressource. Afin de parer à une grave crise humanitaire et répondre aux besoins les plus pressants des populations touchées par cette situation, le CICR a lancé un appel de fonds international, auquel le canton de Genève a décidé de donner suite. Le financement de 250'000 francs provenant du fonds de solidarité internationale contribuera à la mise en place des soins médicaux et chirurgicaux et à l'acheminement de biens de secours dans les zones concernées. Le CICR coordonne son intervention sur le terrain avec les sociétés du Croissant-Rouge égyptien et tunisien.

*Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.*

## **Dépôts de déchets radioactifs : des garanties techniques insuffisantes**

Le Conseil d'Etat a répondu à une [audition fédérale](#) sur la première étape du plan de dépôts de déchets hautement radioactifs en couches géologiques profondes. Ce plan a pour objectif de choisir des sites en Suisse, dans lesquels seront stockés les déchets hautement radioactifs des centrales nucléaires existantes.

Le Conseil d'Etat considère que les garanties techniques et scientifiques sont insuffisantes pour entrer en matière sur le choix d'un site de stockage. Il souhaite que les autorités fédérales prennent le temps et le recul nécessaire pour tirer tous les enseignements des sites expérimentaux étrangers avant de poursuivre la recherche sur les couches géologiques les mieux adaptées.

Constatant qu'il n'existe toujours aucune solution de traitement pour réduire la dangerosité des déchets hautement radioactifs, le Conseil d'Etat estime que la priorité est d'éviter d'en produire de nouveaux.

*Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général de l'office de l'environnement, DSPE, ☎ 022 328 80 01.*

---

## Déjeuner en l'honneur de M. Roger de Weck, nouveau directeur de la SRG SSR

Le Conseil d'Etat a donné un déjeuner en l'honneur de M. **Roger de Weck**, qui a succédé à M. Armin Walpen à la tête de la Société suisse de radiodiffusion et de télévision (SRG SSR) le 1<sup>er</sup> janvier 2011.



Né à Fribourg en 1953, M. de Weck a grandi à Genève et à Zurich. Au terme de ses études d'économie à Saint-Gall, il a débuté sa carrière de journaliste en 1976 à la « Tribune de Genève », avant de rejoindre la « Weltwoche » à Zurich et l'hebdomadaire allemand « Die Zeit ». De 1992 à 1997, il a été rédacteur en chef du quotidien zurichois « Tages Anzeiger » et membre de la direction de Tamedia. De retour à « Die Zeit », il en a dirigé la rédaction dès 1997. Journaliste libre et chroniqueur de 2001 à 2010, il a animé l'émission de télévision *Sternstunde Philosophie* sur la première chaîne alémanique SF 1 et présidé le conseil de fondation de l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève. Roger de Weck est enfin docteur *honoris causa* des universités de Lucerne et de Fribourg.

---

## Félicitations adressées à M. John Dupraz pour l'obtention du Prix Agro-Star Suisse 2011



Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations à M. John Dupraz, président de l'[office de promotion des produits agricole de Genève \(OPAGE\)](#), pour l'obtention du [Prix Agro-Star Suisse 2011](#), qui récompense une personnalité œuvrant en faveur de l'agriculture suisse de façon particulièrement méritoire.

Le gouvernement se réjouit de constater que le premier lauréat romand de cette distinction jusqu'ici décernée à des personnalités alémaniques est genevois. Ce choix rend hommage à M. Dupraz et honore son inlassable activité au service de notre canton et de son terroir.

Le Conseil d'Etat a tenu à saluer l'engagement de M. Dupraz en faveur de l'agriculture genevoise et suisse, sa vision et sa force de conviction, laquelle s'est particulièrement exprimée lors des négociations des prix de la branche céréalière.

---

## La surveillance cantonale de la prévoyance professionnelle devient autonome

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi sur la surveillance des fondations de droit civil et des institutions de prévoyance, en vertu duquel cette surveillance est confiée à un établissement autonome de droit public. La nouvelle autorité cantonale de surveillance reprendra, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012, les tâches de l'actuel service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance (SSF).

Cette évolution découle des modifications du droit fédéral introduites dans le cadre de la réforme structurelle de la prévoyance professionnelle. Les chambres fédérales ont en particulier adopté le principe de l'indépendance des autorités cantonales de surveillance. Ces dernières doivent dès lors être constituées sous forme d'établissements de droit public dotés de la personnalité juridique.

La réforme fédérale introduit en outre un élargissement progressif des compétences attribuées aux autorités de surveillance cantonales et met en place une instance indépendante de haute surveillance centralisée en ce qui concerne le domaine de la prévoyance professionnelle.

Au plan cantonal, la future autorité de surveillance se verra appliquer, pour l'essentiel, les dispositions de la [loi sur l'organisation des institutions de droit public](#), actuellement à l'examen devant la commission législative du Grand Conseil. Le personnel de l'actuel SSF conservera son statut de droit public en application de la [loi sur le personnel de l'administration cantonale](#) et de la [loi concernant le traitement du personnel de l'Etat](#).

*Pour toute information complémentaire : Mme Laura Bertholon, secrétaire générale adjointe, DF,  
☎ 022 327 98 23.*

---

## Annulation d'un référendum municipal à Vandœuvres

Le Conseil d'Etat a validé la délibération de la commune de Vandœuvres du 31 janvier 2011 et annulé la votation communale, prévue le 15 mai 2011, sur la délibération du Conseil municipal de la même commune, du 13 septembre 2010 (voir [point de presse du 3 février 2011](#)).

En date du 13 septembre 2010, le Conseil municipal de Vandœuvres a adopté une délibération portant sur un crédit d'engagement de 3,5 millions de francs destiné aux travaux de transformation en logements pour étudiants de l'immeuble, propriété de la commune, sis 2 chemin du Manoret.



Un référendum a été lancé contre cette délibération, dont l'aboutissement a été constaté le 24 novembre 2010 par arrêté du Conseil d'Etat (voir [point de presse du 25 novembre 2010](#)). En date du 31 janvier 2011, le Conseil municipal de Vandœuvres a pris une nouvelle délibération annulant celle du 13 septembre 2010 et rendant le référendum sans objet.

En application de la [loi sur l'administration des communes](#), le Conseil d'Etat a donc validé cette nouvelle délibération annulant la votation.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 40, ou Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

# Nominations

---

## Nouveau directeur du service de l'organisation et des systèmes d'information



Le département de l'intérieur et de la mobilité (DIM) a désigné M. **Pascal Oehrli**, 35 ans, en qualité de nouveau directeur du service de l'organisation et des systèmes d'information (SOSI). Rattaché au secrétaire général du département, il sera chargé d'assurer la responsabilité du centre de compétence du système d'information du territoire genevois (SITG) ainsi que des autres systèmes d'information du département. Il collaborera également à la direction de projets d'organisation et de conduite du changement.

M. Oehrli est titulaire d'un *master* en sciences naturelles de l'environnement de l'Université de Genève, d'un certificat en management et technologie des systèmes d'information – mention direction de systèmes d'information et d'un certificat d'études avancées en *leadership* organisationnel. Après une expérience en tant qu'assistant de recherche à l'Université de Genève, il a rejoint le SOSI en 2001 pour occuper un poste d'ingénieur en géomatique et, depuis 2008, de responsable de systèmes d'information et conseiller en organisation. Il a mis en œuvre le système d'information de la mobilité et participé activement aux démarches d'organisation lancées à l'Etat de Genève (GE-Pilote, contrôle interne, gestion de projet, plan quadriennal des SI, cartographie des SI et des processus métier, etc.) et est particulièrement compétent dans le domaine des nouvelles technologies.

Son intérêt pour les systèmes d'information géographiques, son sens des responsabilités et son goût pour les relations humaines permettront à M. Oehrli de relever avec efficacité les futurs défis de l'administration, notamment le développement de l'administration en ligne et son évolution vers une réelle interaction citoyenne.

La nomination de M. Oehrli intervient suite au départ de M. **François Mumenthaler**, qui a fait valoir ses droits à la retraite à fin juin 2011.

Après avoir débuté sa carrière dans des bureaux d'ingénieurs-géomètres, M. Mumenthaler a rejoint l'Etat de Genève en janvier 1977, en qualité de géomètre-technicien au service du cadastre. Grâce à ses compétences, il a rapidement pris des responsabilités. Après une promotion en qualité de chef de l'automation et de l'informatique, il a mis en place, en juillet 1992, le service de géomatique dont il est devenu le responsable. Motivé par la volonté de partager l'information et d'éviter tout cloisonnement, il a mis en œuvre le système d'information du territoire genevois (SITG).



En juillet 1997, M. Mumenthaler a été promu à la fonction de responsable départemental des systèmes d'information. En tant que membre du comité directeur, il a apporté son expertise lors du passage à l'an 2000 de toutes les applications de l'Etat. A l'occasion d'une nouvelle promotion, en janvier 2003, il a été nommé directeur du service des systèmes d'information et de géomatique, devenu depuis le service de l'organisation et des systèmes d'information. Toujours très impliqué dans les projets



d'organisation, il a pris en charge, en 2004, l'inventaire des prestations du département dans le cadre de GE-Pilote et, plus récemment, assuré la mise en place du budget par prestations.

En reconnaissance de son engagement exceptionnel pour le développement des systèmes d'information géographiques à Genève en tant que père fondateur du SITG, il a reçu le prix SIG 2010 d'ESRI France (*Environmental Systems Research Institute*). M. Mumenthaler a été le moteur de plusieurs projets transversaux novateurs liés à l'organisation et aux systèmes d'information.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

---

## **Nouvelle présidence de la commission cantonale d'indication en matière de handicap**

Le Conseil d'Etat a nommé Mme **Marie-Christine Traore** à la présidence de la commission cantonale d'indication en matière de handicap, pour la période allant jusqu'au 31 mai 2014. Mme Traore, directrice du service des résidences et ateliers de développement personnel au sein des Etablissements publics pour l'intégration (EPI), succède ainsi au Dr Arnaud Perrier, appelé à de nouvelles responsabilités auprès de son employeur, les Hôpitaux universitaires de Genève. Le Dr Perrier reste toutefois membre de la commission, où ses compétences sont très appréciées. Mme Traore siégeait déjà au sein de la commission en tant que représentante des institutions d'accueil ou d'hébergement des personnes handicapées.

La commission accueille par ailleurs une nouvelle membre parmi les représentants des institutions d'accueil ou d'hébergement des personnes handicapées. Mme Virginia Curcio, directrice des résidences et de l'accompagnement à domicile auprès de la Fondation Foyer-Handicap, remplace Mme Claudia Grassi, directrice générale de Foyer-Handicap. Mme Curcio dispose d'une large expérience tant dans le domaine de l'encadrement et des soins en EMS que dans le domaine du handicap.

La commission d'indication a été instituée en mars 2008 par la [loi sur l'intégration des personnes handicapées](#). Elle permet d'orienter toute personne en situation de handicap nécessitant un encadrement vers la meilleure solution de prise en charge à domicile ou en institution. En 2010, elle a rendu 159 décisions.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
18 mars 11h00	Et si cette forêt n'existait pas ?	Bois de la Bâtie	DIM	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10
22 mars 14h00	Conférence de presse annuelle de la police	Nouvel hôtel de police 5 chemin de la Gravière 5 1227 Les Acacias	DSPE	Yvette Renard ☎ 022 327 92 04 Eric Grandjean ☎ 022 427 80 36
29 mars 10h30	Relief Magnin : les nouvelles technologies révèlent un chef-d'œuvre d'une précision remarquable !	Maison Tavel 6, rue du Puits-Saint-Pierre	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
7 avril 10h00	Présentation du compte 2010 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel de Ville	CE	Roland Godel ☎ 022 327 38 07